

Arguments pour la lutte sociale n°8 du 29 juin 2015

Sommaire :

- Éditorial : Non retour
- Valls et les terroristes
- Le vent se lève
- Avec le peuple grec : unité pour dire NON à l'austérité, à la dette “publique” et aux “institutions”, dans toute l'Europe !

NON RETOUR

La situation française mûrit. Précisément parce que la masse se rend compte que Hollande et Valls font tout pour que Sarkozy et Mme Le Pen, dans quelque combinaison que ce soit, soient les vainqueurs en 2017, le mûrissement qui a commencé vise à empêcher cela.

Il est difficile, parce qu'il n'y a pas de débouché politique classique dans l'immédiat. Cela par la faillite de la gauche en train d'être consommée, accomplie. Ni les «frondeurs» d'ailleurs bien peu frondeurs, ni les forces «à gauche du PS», n'offrent une issue politique au moment précis où pourtant la masse de la base sociale et électorale du PS le rejette à cause de la politique de Hollande et Valls.

Mais ce mûrissement a commencé. Des états d'esprit de non retour adviennent.

Non retour, on ne vous soutiendra plus, on vous affrontera, pensent ces milliers et milliers de chômeurs et de salariés des petites et moyennes boîtes à qui le gouvernement a «offert» les CDD reconductibles à la place des CDI!

Non retour, pensent ces prolétaires réfugiés, qui veulent vivre et se battent pour cela, les migrants misérables qui arrivent toujours plus nombreux et sont en butte aux plans d'expulsion, à la violence froide des préfectures et à la violence directe de la police, et non retour, éprouvent avec eux ces militants et ces citoyens généreux qui tentent de protéger et défendre, individuellement et collectivement, les réfugiés.

Non retour, pensent ces professeurs de collèges qui, par milliers, se sont réunis ces dernières semaines, et qui sont déterminés à entraîner à la rentrée prochaine, en un vaste mouvement collectif, la majorité de leur profession au-delà des seuls collèges et la masse des parents d'élèves, dans la grève et la manifestation nationale de masse pour l'abrogation de la «réforme du collège». Et ils savent qu'en cassant cette clef de voûte, ce sont toutes les contre-réformes de Sarkozy et de Hollande, pour le moins, qui sont ainsi mises en cause, à commencer par celle des «rythmes» à l'école primaire!

Non retour, pensent ces infirmières, ces aides soignants, ces médecins des Hôpitaux de Paris qui ont déjà voulu marcher sur l'Élysée et qui affrontent un patronat de combat installé à la tête de l'AP-HP en la personne de M. Hisrch!

Dans cette situation, des secteurs menacés d'asphyxie humaine et financière se révoltent, comme les chauffeurs de taxis. Le fait que ceux-ci aient pour partie des organisations corporatistes non syndicales, qu'ils fonctionnent à moitié comme des «indépendants», et qu'ils ont le plus souvent confondu les pauvres vrais-faux salariés d'Uberpop avec leurs patrons-bandits, ne change rien à la justesse du contenu de leur protestation et de leur désespoir. Il a fallu qu'ils cassent et brûlent pour que le gouvernement fasse mine d'appliquer ce qui est encore la loi contre Uberpop. Voilà où on en est.

Dans cette situation, à ce moment précis, les nouvelles intéressantes dans les partis et organisations sont des ruptures. La démission du PS du député Philippe Noguès pour cause de fidélité à ses idées en est l'illustration et elle est aussi une sanction pour les chefs «frondeurs». Par contre, il suffit qu'un ancien candidat à la présidentielle, un secrétaire général de parti, ou un ou une ci-devant ministre démissionnaire-démissionné sous Hollande, nous annonce qu'il va faire un «Podemos à la français» pour qu'on soit sûr d'au moins une chose : cela ne se fera pas autour de lui !

Est-il possible dans une situation où ce sont les repoussoirs qui fonctionnent et pas encore les pôles de regroupement, d'avancer une perspective, d'aller vers un regroupement?

Oui, c'est possible. Cela sur une question simple : l'affrontement social. L'urgence politique, et pas seulement ni principalement syndicale, de l'heure, c'est le regroupement, la mise en réseau et la discussion politique libre, parmi toutes celles et tous ceux qui disent ou qui sont capables de dire ce que ressent la majorité qui a franchi le stade de non retour: puisque Hollande et Valls nous conduisent à Sarkozy et Le Pen, il faut les affronter et les battre avant 2017, il faut qu'ils soient battus, qu'ils soient cassés, que leur politique patronale soit battue et cassée, avant 2017 et par nous, et c'est par ce regroupement qu'on ira vers une reconstruction politique majoritaire.

S'il y a beaucoup à dire sur Podemos et sachant que l'histoire n'est pas écrite d'avance, comprenons que c'est de la lutte sociale directe qu'est né ce mouvement politique.

Il s'ensuit une nécessité: les questions de tactique syndicale sont des questions politiques et ne sauraient être un domaine intouchable, au contraire, pour celles et ceux qui veulent aller à nouveau de l'avant politiquement.

C'est ainsi qu'il est de leur responsabilité de déplorer cette défaite à froid que fut le vote de la loi Macron en deuxième lecture à l'Assemblée nationale par le 49-3, et de combattre dans les organisations syndicales pour reconstituer l'unité qui s'était réalisée le 9 avril dernier entre CGT, CGT-FO, FSU et Solidaires et l'amplifier sur la base de la défense des revendications.

C'est ainsi qu'il leur revient de soutenir à fond le mouvement vers une manifestation nationale de masse pour l'abrogation de la réforme du collège et concrétiser l'engagement pris par les syndicats SNES-FSU, SNEP-FSU, SNETAA-FO, SN-FO-LC, CGT Educac'tion, SNALC et FAEN de réaliser une grande manifestation nationale, qui doit s'ouvrir aux parents et à la population et être une manifestation centrale d'affrontement avec le gouvernement, ce qui dépend de son

caractère massif et exige que le débat soit mené sur l'école, la forme de l'État (réforme territoriale), la laïcité, et ne s'en tienne pas à déplorer la seule politique économique, sociale et sécuritaire du gouvernement.

Il est beaucoup plus urgent, au moment présent, de se regrouper, de former des réseaux, d'engager des discussions, sur ces objectifs de lutte concrète tendant à la généralisation et à la centralisation des combats sociaux contre le patronat et l'État, que de travailler à l'élaboration de programmes clef en main qui oscillent toujours entre «on va raser gratis» et «le bon sens près de chez vous» en passant fréquemment à côté des questions les plus brûlantes. C'est ainsi que ce qui importe vraiment dans les élections régionales n'est pas de dire comment on va mettre des fleurs devant les bureaux de poste, mais comment on va mobiliser contre la réforme territoriale et le pouvoir scandaleux qu'elle confère aux potentats régionaux.

Quelle que soit leur origine, leur culture et leur tradition, des socialistes, des militants du Front de gauche, ou d'extrême gauche, peuvent sans rien renier engager ensemble ce travail le plus urgent, parce que des milliers de jeunes, de travailleurs, de précaires, sont *déjà, eux*, de fait, en train de l'engager: le point de non retour est atteint, **l'acte politique le plus important est de nous battre, par la grève et la manifestation, ensemble, avant 2017!**

Valls et les terroristes.

La coïncidence des attentats sauvage commis à Sousse en Tunisie, revendiqué par Daesh, d'un attentat anti-chi'ites au Koweït, et du crime d'un déséquilibré dans une usine du Nord-Isère, dont le caractère «djihadiste» est plus problématique, souligne assurément la réalité, non d'une «menace terroriste» au sens où l'invoquent les pouvoirs publics et les forces politiques officielles, mais de l'agressivité de courants fascistes, fascistes au sens où ils visent à la destruction de toute organisation sociale indépendante et de toute liberté démocratique, recrutant dans des couches désespérées, bénéficiant du financement du grand capital rentier du pétrole, et imposant l'enfermement vestimentaire des femmes pour réaliser un type de société qui n'aurait rien de médiéval, mais qui conviendrait parfaitement à la poursuite de l'accumulation du capital.

Ils doivent être combattus, d'autant plus que les attentats ont de fait pour fonction de promouvoir l'«union nationale», d'attiser le racisme et de contrer le développement des combats sociaux. C'est justement par la lutte des classes et le refus du racisme qu'on peut et doit les combattre, et pas autrement.

De ce point de vue, on pouvait difficilement imaginer pire «combat contre les djihadistes» que le discours prononcé par M. Valls ce 28 juin. Confirmant l'adage suivant lequel l'histoire se répète en bégayant, M. Valls a réussi à bégayer du Bush junior et du Dick Cheney dans le texte, nous ressortant le terme de «guerre des civilisations» et annonçant que cette guerre allait durer très, très longtemps. On dirait vraiment qu'il compte sur «les terroristes» pour pouvoir continuer à imposer plans d'austérité, destruction des services publics et atteintes aux libertés démocratiques ...

Le vent se lève.

Les législatives du 7 juin dernier en Turquie ont infligé une défaite politique au libéral-islamiste Erdogan, aspirant Bonaparte-sultan, bien qu'il reste au pouvoir: il perd sa majorité absolue, et la nation kurde apparaît à travers le vote HDP comme le pilier des revendications démocratiques dans toute la Turquie.

C'est du sérieux : la bourse d'Istanbul a fléchi de 8% le lendemain.

Est-ce un acte de représailles anti-kurde que l'attaque sanguinaire de Daesh contre Kobane, avec la complicité évidente de l'État turc?

Depuis 10 jours, les manifestations ne s'arrêtent plus à Erevan et dans toute l'Arménie. Au départ, un mouvement contre la hausse de 16% des factures d'électricité, violemment réprimé, mais réagissant à la répression en s'amplifiant. Les manifestants crient «A bas les voleurs», désignant pas là ceux qui sont au pouvoir, et exigent maintenant le nettoyage de la corruption et la nationalisation de l'électricité par l'expropriation de clans oligarchiques liés au projet «eurasien» de Poutine.

On apprenait aussi de sources proches du pouvoir russe que les «islamistes du Nord Caucase» auraient fait allégeance à Daesh. Quand la révolution et la démocratie avancent, les contre-feux suivent ...

Avec le peuple grec :

unité pour dire NON à l'austérité, à la dette “publique” et aux “institutions”, dans toute l'Europe !

Dernière Minute.

L'article ci-dessous était rédigé le dimanche 28 juin après-midi. En début de soirée, Alexis Tsipras annonçait le contrôle des mouvements de capitaux et la fermeture temporaire des banques. Ces mesures sont techniquement inévitables dans la situation où Eurogroupe et BCE ont placé le pays. Mais chacun perçoit - et la tonalité du discours du premier ministre grec le fait ressentir aussi - qu'elles prennent une signification d'affrontement. Schaüble et les faisant fonction du capital veulent saigner le pays AVANT le référendum. La question posée à brève échéance est la dénonciation de la dette et la nationalisation des banques. C'est pour cela qu'il faut voter NON et se mobiliser dans toute l'Europe autour de ce vote!

La décision du premier ministre grec et dirigeant de Syriza, Alexis Tsipras, de soumettre à un référendum les dernières injonctions du club des créanciers, appelé «les institutions» (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds Monétaire International), a été accueillie par un rugissement de haine antidémocratique par Mesdames et Messieurs les

«autorités européennes». Feignant de prendre cette annonce pour un «coup de théâtre», leur réaction a consisté, sans délai, à proclamer qu'il n'y avait aucun accord, ce qui est une claire menace que la BCE bloque tout prêt financier à la Grèce à l'échéance du mardi 30 juin, de façon à la contraindre au «défaut» envers le FMI, et à asphyxier tout fonctionnement de l'État en stoppant dans les prochains jours le roulement des titres de dette publique permettant de payer au jour le jour salaires des fonctionnaires et pensions, et en poussant les banques grecques à geler toute sortie de fonds de façon à provoquer par anticipation une panique dès maintenant. Ceci à la réunion des ministres des Finances de la zone euro, d'où le représentant du 19^e pays membre, le ministre grec Varoufakis, fut purement et simplement expulsé !

D'un point de vue comptable, c'est-à-dire du propre point de vue de la rationalité capitaliste bien comprise, le comportement des gouvernements de la zone euro, dont le représentant de MM. Hollande et Valls au concile des ministres d'où Varoufakis a été chassé, M. Macron, relève objectivement de l'irresponsabilité incendiaire.

D'un point de vue comptable et capitaliste rationnel, tout le monde sait en effet très bien depuis longtemps - c'est DSK qui vient de sortir de sa «réserve» pour le rappeler !! - que la dette dite «publique» de la Grèce ne sera jamais remboursée et ne peut pas l'être. Elle l'a d'ailleurs déjà été : c'est le flux financier de l'État grec vers les banques allemandes et françaises depuis 2008 qui l'a creusée, et elle ne s'est jamais autant creusée que depuis que «l'Europe aide la Grèce» comme on dit, alors que salaires et pensions ont baissé de 40% à 60% et que la famine est apparue en Grèce.

Vérité comptable, messieurs les commentateurs à la petite semaine : c'est la Grèce qui envoie des capitaux en Allemagne, ainsi qu'en France, ceci jusque là sous la garantie de «l'Europe» !

Nous assistons à un pillage en règle, car ces messieurs les capitalistes financiers, qui achètent et revendent les titres de dette «publique» sur les marchés boursiers, craignant de voir s'effondrer ce système, ont réagi depuis 2009 en haussant leurs taux et en aggravant ainsi la cause de leurs craintes. Le naufrage auquel on assiste n'est pas celui de la Grèce, mais du système mondial et européen de parasitisme financier, forme actuelle du capitalisme.

Les institutions «publiques» européennes ont pris en charge la «dette grecque», émancipant les banques privées allemandes et françaises, comme le Crédit agricole et la Société Générale, de tout risque après que celles-ci se soient engrangées sur le dos des Grecs. Le capital financier privé ne court donc pas de risque direct à un «défaut» grec. L'enjeu immédiat des pseudos négociations qui semblent en train d'échouer porte sur des montants *marginaux* par rapport au total de la soi-disant «dette».

Le risque pris est par contre énorme, et les 18 gouvernements conduits par l'Allemagne flanquée de la France, en expulsant samedi Varoufakis et en proclamant que les discussions auraient été rompues par la Grèce en raison de l'annonce d'une consultation populaire, ont délibérément placé la Banque Centrale Européenne (BCE), qui n'est pas un organe «supranational» mais qui est un organe commun à ces mêmes puissances et pays capitalistes de rang inégal, devant le choix de couper tout de suite ou non les crédits qui permettent le roulement de la dette par lequel l'État grec finance son fonctionnement quotidien.

Il faut savoir en effet qu'en Grèce *aussi bien* qu'en Allemagne ou en France les dépenses de

fonctionnement de l'État sont financées par le «roulement de la dette», c'est-à-dire la revente des titres de dette publique en bourse et sur les marchés financiers, et leur rachat par les États. Les titres de dette publique grecs ne se vendent plus guère, la BCE tient à bout de bras ce mécanisme, par le moyen de la procédure d'ELA (*Emergency Liquidity Assistance*: fourniture de liquidités d'urgence), qu'elle menace depuis des mois de stopper à tout instant, rendant ainsi impossible le paiement des dépenses courantes de l'État, à commencer par la paye des fonctionnaires.

Ce dimanche 28 juin, la BCE a fait savoir qu'elle ne faisait pas tomber le couperet ce jour même, signe des tensions entre puissances européennes et au sein même de l'impérialisme allemand entre la ligne dure «Schaüble» et A. Merkel. Mais elle n'a pas pour autant abondé les crédits ELA, et il lui est possible d'augmenter la décote exigée des banques grecques, de considérer en cas de «défaut» de paiement au FMI le 30 juin que celles-ci ne sont plus solvables et donc de les couler, ou de stopper n'importe quand la procédure d'ELA.

Début 2013 le tabou d'une ponction sur les comptes en banque des citoyens a été levé, à l'encontre du peuple chypriote ; les menaces de soulèvement populaire ont toutefois poussé les dites «institutions européennes» à ne l'exercer qu'envers les comptes de plus de 100.000 euros, tout en leur laissant la possibilité et le temps de s'expatrier via la City de Londres.

Cette fois-ci, c'est beaucoup plus grave et violent encore : *ce sont tous les ministres des Finances de la zone euro, engageant leurs gouvernements, donc pour ce qui nous concerne en France MM. Hollande et Valls, qui menacent de provoquer l'arrêt du paiement des fonctionnaires, du versement des pensions, et le blocage des comptes en banque des citoyens grecs!*

Pourquoi menacent-ils ainsi ? Le gouvernement grec avait proposé de payer la «dette» sous forme de paiements perpétuels étaisés sur des décennies (un peu comme le prévoyait le défunt plan Young envers l'Allemagne en 1931 ...). Il avait concédé qu'il voulait bien baisser les retraites, hausser la TVA et privatiser mais un peu moins que ce qu'exige la prétendue «Europe» et en demandant en contrepartie que soit enfin abordée la discussion sur un plan de réduction de la dette dite «publique» du pays, sujet sur lequel le FMI, tout en étant plus «dur» en matière de suppressions de services publics, était plus accommodant que les institutions «européennes» alignées sur le ministre allemand des Finances Schaüble. Après avoir (cf. la tribune de Tsipras publiée par *Le Monde* le 31 mai) annoncé qu'il ne voulait plus baisser les retraites, il faisait marche arrière *même* là-dessus, concédant donc un recul politique, social et symbolique ultime, et provoquant des manifestations de retraités.

Hé bien, avec tout cela, ce gouvernement grec conciliant, serviable, pour ne pas dire pire, s'est encore heurté à un refus de signer un accord, chose totalement absurde du point de vue comptable et monétaire!

Bien sûr, les médias accusent déjà les «Grecs», pourtant si pauvres et démunis, d'être les responsables directs d'une éventuelle Apocalypse. Répétons-le: les «institutions» se comportent, du point de vue comptable et rationnel, comme des fous furieux hystériques et pyromanes, et pas le gouvernement grec, qui a tenté, lui, bien en peine, d'exprimer la rationalité bourgeoise ordinaire et normale!

Ce sont les mêmes qui ont piétiné les votes français et néerlandais de 2005. La simple idée

qu'on puisse procéder à un vote qui semblerait remettre en cause leurs décisions leur est sans doute subjectivement insupportable, mais ce sont bien les intérêts du capital financier qui les guident, en l'occurrence les intérêts politiques: **il faut tuer l'espoir en Grèce pour le tuer partout ailleurs**, et il ne s'agit pas ici de «remboursement», mais de politique, de lutte des classes.

Voilà pourquoi nous voyons les argentiers et autres faisant fonction du capital ne pas respecter la raison comptable immédiate, car l'enjeu est supérieur: **il est d'assurer et d'aggraver la hausse du taux d'exploitation des travailleurs, partout en Europe**. La bataille grecque c'est donc notre bataille.

Ainsi le gouvernement grec a fini par dire qu'il soumettrait les «propositions» des «institutions» au vote populaire, Alexis Tsipras par son discours à la nation prononcé dans la nuit du 26 au 27 juin se prononçant clairement pour un vote NON.

Même si les déclarations de Yannis Varoufakis laissant la porte ouverte à un retournement gouvernemental en faveur d'un vote Oui si Mme Merkel faisait de nouvelles propositions, montrent que la recherche systématique d'un compromis continue, celle-ci se heurte désormais à la logique adoptée de part et d'autre.

Et c'est tant mieux ! Ainsi l'ont ressenti des millions de Grecs et les militants de Syriza qui se sont dit : nous allons pouvoir dire NON. Certes, beaucoup auraient préféré, à juste titre, ne pas en arriver là, et il est un peu curieux d'avoir à voter pour savoir s'il faut faire ou non le contraire de la politique victorieuse aux élections il y a 5 mois. Mais puisqu'on en est là, à cause des reculs successifs, alors maintenant il est possible et nécessaire de dire NON pour poursuivre le combat !

Au parlement grec, le vote pour un référendum a été emporté par les voix de Syriza et de deux petits partis réactionnaires : leur allié gouvernemental, ANEL, dont la place au ministère de la Défense est la garantie que le capital grec, l'Église et l'armée ne seront pas attaqués, et les néonazis d'Aube dorée (dont les voix n'étaient pas nécessaires pour que le Oui à l'organisation du référendum l'emporte) engagés dans la démagogie sociale en espérant revenir en force une fois que Syriza aurait déçu. Le PASOK et le KKE ont joint leurs voix aux principaux partis bourgeois, Nouvelle Démocratie et To Potamo, pour s'opposer à la tenue du référendum.

La position du KKE mérite au passage un commentaire. Le parti stalinien grec s'est, on le sait, systématiquement opposé à la dynamique qui a finalement porté Syriza au pouvoir, pariant sur son alliance avec la bourgeoisie, son acceptation de l'euro et son échec et faisant tout pour y pousser. Ses critiques et dénonciations trouvaient naturellement un écho montant ces derniers mois, et pour cause. Mais lorsque une rupture avec le capital européen s'esquisse, que l'inévitabilité d'un vote populaire majoritaire disant NON à un accord avec les «institutions» et signifiant le refus de payer la soi-disant «dette» est là, le KKE n'est plus là, il est contre ! Contre le vote populaire, puis annonçant qu'il distribuera des bulletins nuls anti-troïka, anti-gouvernement et anti-UE. Ainsi le KKE mène-t-il en réalité campagne pour que le NON ne l'emporte pas, donc pour que la volonté de la BCE s'impose ! Intéressante position réelle et concrète du plus poutinien des partis de Grèce, qui n'en manque pourtant pas !

Maintenant, la bataille doit se mener, non seulement en Grèce, mais en Europe. Riches sont les leçons politiques de ces derniers mois : ne pas en parler au motif qu'il ne faut pas «critiquer

de l'extérieur», c'est le contraire de la vraie solidarité, ce n'est pas internationaliste, c'est faire le jeu des créanciers. Plus que jamais, la Grèce a besoin d'un gouvernement qui rompe avec le capital, seul moyen de défendre jusqu'au bout la souveraineté de la nation : cette question doit être posée et débattue, parce que c'est notre victoire ou notre défaite commune qui en dépend.

Riche est aussi la démonstration effroyable de haine de la démocratie à laquelle se livrent nos gouvernants. Maintenant il faut dénoncer le vol du terme «Europe». La vraie Europe s'est construite comme un concert de nations combattant ensemble pour leur émancipation, contre les empires : contre la chrétienté, contre le saint empire, contre le tsar, contre Napoléon ... L'Europe, celle de 1848, elle est avec les Grecs, avec les Irlandais, avec les Ukrainiens, avec tous les peuples cherchant à imposer leur souveraineté, ce qui ne veut pas dire qu'ils vont se tourner le dos mais qu'elle est la seule voie, celle de la démocratie et de la lutte pour l'émancipation sociale, pour s'associer véritablement, ouvrir les frontières et s'ouvrir au Sud de la Méditerranée aussi.

Ce sont les ministres des Finances de l'Eurogroupe, la Commission dite européenne de Bruxelles, ce sont les "institutions", bref c'est l'UE, la prétendue union dite européenne, qui en crachant sa haine de la démocratie devant l'annonce du référendum grec, est en train de rompre avec l'Europe.

L'Europe n'est pas l'euro, l'Europe n'est pas le capital, l'Europe c'est la lutte commune contre l'oppression, l'Europe c'est l'antithèse des empires, l'antithèse de l'UE.

Oui, soutenons les Grecs, manifestons pour les soutenir, et portons maintenant nos coups contre l'ennemi qui est dans notre pays: le patronat, la présidence et le gouvernement français!

Le 28/06/2015.

Au fait, lundi 22 juin, les représentants du Front de Gauche avaient-ils lieu de se réjouir d'avoir, à leur demande, entendu F. Hollande leur dire qu'il allait défendre la Grèce, et d'appeler à ce que «la France fasse entendre sa voix» ? ...

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.
- Courrier des lecteurs: nous devons une réponse à un commentaire laissé par un lecteur au sujet de l'attitude du Brésil au sein du FMI vis à vis de la Grèce..